

dans le Produit national brut s'est accru de 4.5 p. cent. La tendance vers la hausse du coût par unité se reflète non seulement dans des prix plus élevés, mais aussi dans les bénéfices plus faibles. Les bénéfices globaux des sociétés ont baissé de 6 p. cent jusqu'ici cette année par rapport à l'année passée et, en pourcentage du Produit national brut, ils sont à leur niveau le plus bas de toute la période d'après-guerre.

Les bénéfices jouent un rôle important dans le processus de la croissance comme stimulant à l'expansion et comme source importante de financement d'investissement de nouveaux capitaux. Ainsi, la pression exercée sur les bénéfices est sans doute un facteur important dans la tendance actuelle plutôt hésitante manifestée dans les investissements des entreprises. Les renseignements que nous possédons sur les projets d'investissements des entreprises pour 1968 n'indiquent aucune tendance vers une hausse du niveau actuel des immobilisations. Bien que les dépenses en immobilisations soient assez élevées par rapport aux années précédentes et par rapport aux niveaux internationaux, les programmes de modernisation et d'expansion doivent avoir un libre accès si les fabricants canadiens veulent être en mesure de faire la concurrence dans les occasions qui se présenteront sur les marchés intérieur et extérieur.

Le dilemme actuel de l'inflation provient du ralentissement de la productivité et la difficulté s'aggrave en l'occurrence par le fait des demandes continuelles de revenus et des profits plus élevés dans le secteur privé et le secteur public, demandes qui dépassent le rythme de la productivité. Dans l'industrie manufacturière, par exemple, le taux des salaires moyens a augmenté d'environ 7 p. cent l'année dernière, alors que la production par heure-homme n'avait augmenté que de 2 p. cent. De plus, dans le secteur public, l'envergure des nouveaux programmes de dépenses budgétaires a pris des proportions plus rapides que le taux de la production nationale. Une partie des dépenses supplémentaires qui sont entièrement supportées ou financées par le gouvernement fédéral a été amortie par l'accroissement des revenus, mais l'autre portion a dû être compensée par de nouveaux emprunts. C'est la demande accrue de capitaux d'emprunt, ajoutée à notre marché des capitaux où l'on sent déjà la crainte de l'inflation, qui cause la hausse exceptionnelle des taux d'intérêt et, à leur tour, ceux-ci viennent accentuer le mouvement des coûts à la hausse.

En ce moment, le gouvernement fédéral prend des mesures fermes visant à remédier à la situation. Le ministre des Finances nous a fait part de ses objectifs fiscaux qui, essentiellement, sont destinés à réduire sensiblement la prolifération des demandes imposées par le gouvernement à l'économie nationale et, en même temps, à soulager les pressions exercées sur le marché monétaire. Ces mesures constituent un premier pas, indispensable, pour améliorer l'équilibre économique. Il faut absolument que les Canadiens, à tous les niveaux, comprennent qu'il est indispensable de ralentir la course des revenus individuels si le pays veut maîtriser les forces qui menacent la prospérité nationale. Les perspectives du commerce et de l'économie nationale, et, forcément, notre niveau de vie individuel, sont inéluctablement liées au succès des mesures que nous prenons en ce moment pour redresser ces obstacles fondamentaux à notre progrès économique.

On prévoit que les conditions de la demande à l'étranger vont s'améliorer durant la prochaine année. Après le ralentissement enregistré pendant les premiers mois de l'année 1967, le rythme de l'activité industrielle aux